



# Un président « en Or »

## Mauvais maître ou excellent serviteur ?

PARIS > 29 août 2024

**Si le Comité international Olympique avait intégré la « mauvaise foi constitutionnelle » au rang des disciplines de l'Olympie, notre président aurait été un sérieux candidat à la médaille d'or.**

Il faut reconnaître que deux mois après les élections législatives, oser refuser un gouvernement issu du Nouveau Front Populaire au nom de la « *stabilité institutionnelle* » mérite autant la plus haute marche du podium que de franchir les 6 mètres au saut à la perche ou les 10 secondes au 100 mètres.

Sa médaille autour du cou, notre Président aurait ainsi pu modestement déclarer qu'il s'agit là d'un travail d'équipe. Il aurait ainsi pu remercier les vrais vainqueurs de cette compétition, au premier rang desquels on trouve Patrick Martin, président du syndicat du patronat, le MEDEF, qui venait de déclarer que le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) était « *insupportable* » !

Si nous avons pris l'habitude de voir ce Président piétiner les valeurs républicaines les plus élémentaires, si rien ne nous surprend de sa part en termes d'abus de pouvoir, nous avons trop tendance à le considérer comme un mauvais maître alors qu'il est en réalité un excellent serviteur...

**Entre 2019 et 2022, les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du seul CAC 40 sont passés de 60,1 à 92,1 milliards d'euros (+53%) et la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes de France s'élève à 1 228 milliards d'euros en 2024 alors que ce montant flirtait avec les 600 milliards d'euros en 2017 (+ 105%). Pendant ce temps-là, la pauvreté s'est aggravée en France et touche de plus en plus les femmes, notamment isolées, avec ou sans enfant.**

Ces montants exponentiels sont majoritairement captés par une infime partie de la population et cumulés notamment grâce à une politique de l'offre très couteuse pour les Finances publiques et donc pour le contribuable : exonérations fiscales ou sociales, des subventions et prêts aux entreprises, du crédit d'impôt recherche/innovation/compétitivité, du mécénat d'entreprise ..., sans contrôle ni contrepartie. Au total, les aides publiques aux entreprises atteignent près de 160 milliards d'euros par an, reconduits chaque année, et le déficit public s'élève à 154 milliards d'euros en 2023. Mettre en avant la dette de la France pour ne pas augmenter les salaires, c'est choisir de maintenir ce capitalisme outrancier sous perfusion d'argent public.

Pour la CGT, si le Premier ministre doit être issu du NFP, c'est bien sûr parce que celui-ci est arrivé en tête aux élections législatives, mais c'est aussi et surtout parce que les grandes lignes de son programme sont majoritaires dans le pays et on ne parle pas ici de majorité relative. Les enquêtes d'opinion sont unanimes : l'abrogation de la retraite à 64 ans, l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix, la sauvegarde des services publics et l'investissement dans la transition écologique relèvent clairement de la volonté populaire.

Non ! le président de la République ne désigne pas qui il veut comme Premier ministre, il est tenu par le respect des principes constitutionnels tels que « *Le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple* ».

**L'indispensable mobilisation qui se prépare pour la rentrée sera donc placée sous le double signe de l'urgence sociale concernant les salaires, l'emploi, les services publics et la défense des principes élémentaires d'une démocratie digne de ce nom.**

**DEFENDEZ VOS DROITS, SYNDIQUEZ-VOUS !**

<https://www.CGT-culture.fr/adherer/>